

# Fec News

(Le journal de la section de la DIRCOFI IDF)

## Visite du prochain site de la Dircofi IdF

Ce mercredi 3 juillet, les organisations syndicales ont pu découvrir nos futurs locaux.

Ni la date exacte de l'installation courant 2026 (en principe courant du printemps), ni les plans d'installation précis des services, ne sont encore connus à ce stade, mais ils seront étudiés dans de futures réunions avec la direction. Ce compte-rendu ne rendra donc compte que des éléments factuels vus sur place.

### Localisation et distance depuis les transports :

Immeuble le Spallis, 7 Rue Ampère, 93200 Saint-Denis

- metro **Carrefour Pleyel ligne 13** à 350 mètres : **5 minutes** à pied
- metro **Saint-Denis Pleyel ligne 14** (et futures lignes 15 et 16) à 750 mètres : **10 minutes** à pied
- RER **D Stade de France Saint Denis** à 1km100 par la nouvelle passerelle : **15 minutes** à pied
- RER **B Stade de France Saint Denis** à 2km100 : **30 minutes** à pied (pas de desserte bus direct)
- Accès direct en voiture depuis l'A86

### Les bâtiments :

L'achat des locaux par l'État est récent, et date du 9 avril 2024.

Les bâtiments d'une surface de 37.000 m<sup>2</sup> ont été construits en 2009, et sont organisés en 6 lots de 7 étages chacun, numérotés de A à F.

Les bâtiments disposés en cercle entourent une cour arborée, avec tables et chaises pour les pauses.

Au niveau des rampes d'accès et de la largeur des ascenseurs, tout nous a semblé conforme pour l'accès des personnes à mobilité réduite.

Le site dispose d'un parking souterrain de 490 places, et d'un parking vélo attenant de grande capacité (600 places).

La piste vélo menant au parking est distincte de la piste voiture.

Le nombre de places de parking dévolus à la Dircofi IdF pourrait être d'un tiers, voir moins suivant les besoins estimés (pic d'utilisation à 80 + les 12 véhicules électriques selon la direction).

Un restaurant inter-entreprise (RIE) pouvant servir 1 400 couverts par jour, en deux services de 700, est présent sur site au RdC, ainsi qu'une cafétéria. Un futur restaurant de type « service à la table » sera mis en place.

Le RIE est actuellement géré par Arpège, une filiale d'Elior, sur la gamme de la restauration d'entreprise dite « Premium ».

### Les occupants :

La Dircofi IdF occupera les bâtiments A et B, et le 1<sup>er</sup> étage du bâtiment C, pour un volume prévisionnel de 12 089 m<sup>2</sup>. La réduction de surface par rapport au site actuel avait été annoncée de l'ordre de 10 % par la direction.

Les bâtiments C et D donnent sur l'A86, la partie du bâtiment C utilisé par la Dircofi serait potentiellement dédié aux salles de formation ou de réunion, pas pour des bureaux.

Les étages supérieurs nous ont semblé très lumineux, et donc potentiellement à protéger l'été (surfaces vitrés déjà partiellement protégées thermiquement pour certains étages).

Les étages inférieurs paraissent plus sombres, mais donc possiblement moins sensibles aux pics de chaleur.

Les bâtiments sont à ce jour quasiment vides (quelques occupations d'étage par des entreprises).  
Le ministère des affaires étrangères devrait occuper le bâtiment F.  
Le reste sera réparti entre une partie des services centraux du ministère de l'intérieur (une autre fraction de leur implantation sera plus loin dans le quartier), et de l'AGILE (agence de l'immobilier de l'état, qui s'est notamment occupé de l'achat des locaux).

#### Gestion Technique du bâtiment :

Le bâtiment est entièrement électrique, pas de gaz. Gestion de la température des locaux et éclairages par pilotage via le smartphone des occupants par une application spécifique.

#### L'avis de Solidaires Finances Publiques :

Ce déménagement s'inscrit dans la nouvelle politique immobilière de l'état, lancée par l'ancienne première ministre Emmanuelle Borne, visant principalement à réduire les coûts par la réduction des mètres carrés. Solidaires Finances Publiques luttera pour éviter toute dégradation des conditions de travail suite à ce transfert.

De plus, selon la lettre de cadrage de cette doctrine, la « rationalisation des espaces » doit s'accompagner d'une réduction de l'empreinte environnementale, et se faire avec une association des agentes et des agents et d'une concertation avec les représentants des personnels.

C'est sur ces derniers points que nous devons peser.

Le principe même du déménagement va imposer pour certaines et certains collègues des trajets plus longs, ce que nous avons pu vérifier en faisant le parcours depuis le site actuel.

Dans les bons points, l'état du bâtiment semble très bon (construction relativement récente), et le cadre de la cour intérieur très agréable, mais tout l'aménagement des bureaux reste à faire.

Solidaires Finances Publiques suivra le dossier du déménagement lors des prochaines instances (CSA et formation spécialisée), et s'attachera à faire remonter vos revendications pour préserver vos conditions de travail.

D'ores et déjà Solidaires Finances Publiques revendique :

- **la concertation avec l'ensemble des agents, avant et pendant le déménagement, pour la future disposition des bureaux et leur aménagement**
- **ni flex office, ni flex working, mais un maintien d'un poste de travail pour toutes et tous**
- **une prime exceptionnelle pour les collègues dont les temps de trajet vont augmenter, et de beaucoup pour certaines et certains, le déménagement dans la même commune n'étant pas éligible à la PRS (prime de restructuration de service).**
- **la présentation détaillée des études thermiques du bâtiment, pour éviter les désagréments de notre site actuel : glaciaire en hiver, four en été, et aussi pour agir pour l'environnement**
- **le maintien d'un tarif identique aux grilles AGRAF et aux tarifs actuels de l'AGRADIF pour la restauration, avec abondement des subventions si nécessaire**
- **un étude précise de la gestion domotique par smartphone, ou par tout autre modèle, afin que la gestion du nouvel environnement de travail soit la plus simple pour l'ensemble des collègues**

La politique immobilière de l'État se présente comme voulant améliorer les conditions matérielles des collègues et la réduction de l'empreinte environnementale. Ce sera aussi à nous d'agir par nos revendications pour que cela soit réel !

N'hésitez pas à nous contacter pour faire remonter vos questions et demandes sur ce sujet, comme sur tous les autres.